

Extraits des propos tenus par Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale de la Jeunesse et de la vie associative, lors d'un « petit-déjeuner » de la Fondation Concorde, laboratoire d'idées, proche de la majorité gouvernementale, créé en 1997. Le thème était « Réformer l'Éducation nationale. »

« Le métier des enseignants a beaucoup été bouleversé en 25 ans. Les obligations de service datent de 1950, à l'époque, l'enseignant devait transmettre le savoir. **Aujourd'hui, pour moi, le métier d'enseignant ne peut se résumer à cette mission.** L'enseignant est aussi là pour travailler en équipe avec les professeurs voisins, pour constituer un projet pédagogique, apporter un soutien individuel, guider ses élèves dans les choix en matière d'orientation, tisser des liens avec les parents »,

« De fait, les statuts bougent, pour les transformer par la loi je soutiens quelqu'un pour la prochaine campagne présidentielle qui n'est pas encore candidat, et je l'encouragerai à faire de l'éducation une priorité de la campagne. Quand je vois comme la [loi sur l'] autonomie des universités s'est mise en place, elle était portée par un projet présidentiel et elle a été mise en œuvre immédiatement ». « J'imagine qu'il faudra réfléchir plutôt en temps de présence qu'en temps de service, mais il faut un débat public, une réflexion globale, avec une validation nationale. On ne va pas le faire dans l'année qui vient »,

« Aujourd'hui les enseignants sentent leur métier dévalorisé. J'ai passé 48 heures à Singapour, un professeur là-bas est payé entre 3 000 et 5 000 euros et le salaire d'embauche est le même que celui d'un enseignant débutant. Nous avons fait le choix pendant 25 ans d'augmenter le nombre de nos enseignants, qui a augmenté de 200 000 en vingt ans, on ne pouvait pas en même temps augmenter les salaires ». « Aujourd'hui, l'engagement du président de la République c'est moins de fonctionnaires mais mieux payés ».

« Le défi majeur à relever c'est de tourner le dos à 25 ans de politique éducative qui a fait fausse route, [à 25 ans] de solution de facilité. À chaque fois qu'un problème s'est posé on a répondu par la création de postes, sans se poser la question de l'organisation du système éducatif, de sa capacité à s'adapter »,

« Oui, c'est dur d'être ministre quand il faut supprimer 16 000 postes par an, mais je l'assume. Cette politique est nécessaire, elle oblige à réfléchir autrement, et si on ne le fait pas à l'Éducation nationale, on ne le fait plus ailleurs. »